



ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ILE-DE-FRANCE

**Diagnostics des réseaux enterrés sensibles et non sensibles :  
Prestations de reconnaissance préalable des différents  
réseaux et inspections télévisuelles des réseaux  
d'assainissement  
Dans le cadre des opérations de requalification de  
copropriétés dégradées d'intérêt national (ORCOD IN)**

MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

<b>CHAPITRE I :</b>	<b>GENERALITES.....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1 :	OBJET DES ACCORDS-CADRES - DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1.1.	<i>Objet du marché .....</i>	4
1.2.	<i>Nature des accords-cadres.....</i>	4
1.3.	<i>Forme du marché.....</i>	4
1.4.	<i>Montant des accords-cadres.....</i>	5
1.5.	<i>Titulaire du marché.....</i>	5
1.6.	<i>Sous-traitance.....</i>	6
ARTICLE 2 :	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	6
ARTICLE 3 :	DISPOSITIF ENVIRONNEMENTAL.....	8
<b>CHAPITRE II :</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 4 :	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
4.1.	<i>Définition des prestations .....</i>	9
4.2.	<i>Bons de commande.....</i>	9
4.3.	<i>Durée du marché et délais d'exécution.....</i>	10
4.3.1.	<i>Durée du marché.....</i>	10
4.3.2.	<i>Délais d'exécution et remise des documents d'études :.....</i>	11
➤	<i>S'agissant du Lot 1 :.....</i>	11
➤	<i>S'agissant du Lot 2.....</i>	11
ARTICLE 5 :	COLLABORATION ENTRE LES PARTIES .....	12
5.1.	<i>Information et moyens d'exécution .....</i>	12
5.2.	<i>Intervenants.....</i>	12
ARTICLE 6 :	OBLIGATIONS .....	12
6.1.	<i>Obligation de discrétion et secret professionnel.....</i>	12
6.2.	<i>Obligation de résultat .....</i>	12
ARTICLE 7 :	RESPONSABILITES DU TITULAIRE.....	13
7.1.	<i>Généralités.....</i>	13
7.2.	<i>Responsabilité relative à la conduite des prestations .....</i>	13
7.3.	<i>Mise en régie.....</i>	13
<b>CHAPITRE III :</b>	<b>CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 8 :	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS .....	14
8.1.	<i>Prix .....</i>	14
8.2.	<i>Révisions des prix .....</i>	14
8.3.	<i>Taxe à la valeur ajoutée.....</i>	16
8.4.	<i>Paieement des sous-traitants .....</i>	16
ARTICLE 9 :	REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE .....	17
9.1.	<i>Avance.....</i>	17
9.2.	<i>Les acomptes.....</i>	18
9.3.	<i>Paieement.....</i>	19
9.4.	<i>Intérêts moratoires .....</i>	20
9.5.	<i>Retenue de garantie :.....</i>	21
9.6.	<i>Monnaie de compte du marché : .....</i>	21
ARTICLE 10 :	VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT .....	21
ARTICLE 11 :	PENALITES.....	21
11.1.	<i>Généralités.....</i>	21
11.2.	<i>Pénalités pour retard .....</i>	22
11.3.	<i>Pénalités pour non respect des dispositions en matière environnementale .....</i>	23
EN CAS DE MECONNAISSANCE DES OBLIGATIONS PREVUES AU CCTP/CCAP EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE, LE .....		23
TITULAIRE POURRA SE VOIR APPLIQUE UNE PENALITE DE 100 € PAR INFRACTION CONSTATEE.....		23
11.4.	<i>Sanctions.....</i>	23
<b>CHAPITRE IV :</b>	<b>RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE .....</b>	<b>24</b>
ARTICLE 12 :	RESILIATION POUR FAUTE .....	24

ARTICLE 13 :	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL.....	24
ARTICLE 14 :	ACHEVEMENT DE LA MISSION .....	25
ARTICLE 15 :	REGLEMENT DES LITIGES .....	25
ARTICLE 16 :	ASSURANCE .....	25
<b>CHAPITRE V :</b>	<b>CLAUSES DIVERSES .....</b>	<b>26</b>
ARTICLE 17 :	DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	26
19.1.	<i>Non validité partielle.....</i>	26
19.2.	<i>Référence .....</i>	26
19.3.	<i>Annexes au marché.....</i>	26
19.4.	<i>Langue.....</i>	26
19.5.	<i>Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....</i>	26
19.6.	<i>RGPD .....</i>	26
ARTICLE 18 :	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	28

## CHAPITRE I : GENERALITES

### ARTICLE 1 : OBJET DES ACCORDS-CADRES - DISPOSITIONS GENERALES

#### 1.1. Objet du marché

Le marché public projeté a pour objet **l'exécution de détection de réseaux enterrés et de piquetage de réseaux sur les territoires des Opérations de réhabilitation de copropriétés dégradées d'intérêt national dont l'EPIFIF est maître d'ouvrage.**

Les missions de détection de réseaux comprennent notamment les prestations suivantes :

- Déclaration de projets de travaux (DT) auprès des concessionnaires ;
- Piquetage de réseaux ;
- Détection de réseaux ;
- Curage de réseaux ;
- Inspection télévisée de réseaux ;
- Rapports et analyse des résultats des détections et inspections.

Ces missions sont rémunérées au Bordereau des prix unitaires (BPU).

#### 1.2. Nature des accords-cadres

La nature du marché public est la suivante : marché de service au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique. Ce marché de service est soumis, sauf dérogation, aux stipulations du C.C.A.G 2021 applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

#### Nomenclature communautaire (CPV) :

71510000 : Services de reconnaissance sur le site

#### 1.3. Forme du marché

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, cette opération est divisée en trois (2) lots désignés ci-dessous :

- Lot 1 : Détection de réseaux enterrés, déclaration de projet auprès des concessionnaires et piquetage de réseaux ;
- Lot 2 : Curage de réseaux et inspection télévisée de réseaux.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre.

Les prestations objet des présents accords-cadres seront exécutées selon les conditions et selon les modalités prévues au C.C.T.P.

#### 1.4. Montant des accords-cadres

##### ❖ LOT N°1 : Détection de réseaux enterrés, déclaration de projet auprès des concessionnaires et piquetage de réseaux

L'objet du marché est la réalisation de prestations de reconnaissance, détection et diagnostics des réseaux enterrés avant travaux, permettant d'obtenir la localisation précise en classe A de réseaux enterrés sensibles et non sensibles conformément à la norme NF S70-003, ainsi que le marquage et/ou le piquetage des réseaux avant travaux.

Le présent lot est un accord-cadre à bons de commande émis dans les conditions suivantes :

- Sans montant minimum
- Avec un montant maximal de **288 400 € HT sur 4 ans.**

##### ❖ LOT N°2 : Curage de réseaux et inspection télévisée de réseaux

L'objectif principal est de :

- Faciliter les modalités d'exploitation du réseau d'assainissement en séparant physiquement les conduites d'eaux usées des ouvrages pluviaux.
- Définir à terme les modes de gestion des réseaux d'assainissements existants entre domaine public et privé (existants et futurs),
- Assurer la pérennité des ouvrages à long terme.

Ces prestations permettront à la maîtrise d'ouvrage de disposer des éléments à joindre au dossier de consultation des entreprises ou avant la commande des prestations conformément à l'article R554-23 du code de l'environnement (REF) pour les transmettre aux exploitants de réseaux.

Le présent lot est un accord-cadre à bons de commande émis dans les conditions suivantes :

- Sans montant minimum
- Avec un montant maximal de **75 400€ HT sur 4 ans.**

Les prestations seront exécutées selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France ou ses représentants, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au présent titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité du marché.

#### 1.5. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "l'entrepreneur" sont précisées à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

## 1.6. Sous-traitance

Conformément aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. **Néanmoins, il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.**

### 1.4.1. Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché

Un nouveau formulaire de DC4 est applicable depuis le 1er janvier 2024 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant au minimum les éléments suivants :

- La nature des prestations ou travaux pour laquelle la sous-traitance est envisagée,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics,
- Les divers certificats fiscaux et sociaux,
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

**La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.**

### 1.4.2. Demande de sous-traitance présentée en cours de marché

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

## **ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G PI, les pièces constitutives des marchés sont, dans l'ordre de priorité décroissant, les suivantes :

### Pièces particulières

- ⇒ L'Acte d'Engagement propre à chaque lot et son annexe RGPD ;
- ⇒ Le Bordereau des prix unitaires propre à chaque lot ;
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots ;
- ⇒ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun à tous les lots ;
- ⇒ Le mémoire technique du titulaire propre à chaque lot ;
- ⇒ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

L'exemplaire de l'acte d'engagement, du B.P.U, du C.C.T.P., du C.C.A.P., et du mémoire technique du titulaire (du ou des lots) conservés dans les archives de l'Etablissement Public d'Ile de France font seuls foi.

### Pièces générales

- ⇒ Le Code de la commande publique ;
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (Arrêt du 30 mars 2021). Ce document est désigné « C.C.A.G-P.I » dans la suite de ce présent document ;
- ⇒ Toutes les normes françaises et européennes, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Ces documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché. Le marché est soumis aux normes françaises applicables à sa date de notification.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Nota : Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence.

### ***Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :***

- Les marchés constitués des documents contractuels définis ci-dessus expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.
- Les dispositions des marchés prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

- Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer aux marchés sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

### ARTICLE 3 : DISPOSITIF ENVIRONNEMENTAL

#### Dispositions incitatives :

##### Déplacement dans le cadre du marché :

Pour se déplacer, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules Hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur. Les véhicules relèvent de préférence de la vignette Crit'Air1. Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les préconisations décrites ci-dessus.

#### Dispositions obligatoires :

##### Documents / Données :

- Il est demandé au titulaire d'optimiser dans la mesure du possible le poids des documents produits et de recourir à des serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.
- Il est également demandé au titulaire d'optimiser les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés (lisibilité équivalente en Noir et Blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur inutiles, utilisation de Polices de Caractère "light" ou écologiques de type EcoFont, optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages). Enfin, le titulaire est invité, de manière générale, à adopter des pratiques écologiques : compresser les documents avant

## CHAPITRE II : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

#### 4.1. Définition des prestations

La description des prestations est indiquée dans le C.C.T.P.

#### 4.2. Bons de commande

Les prestations seront exécutées, selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au présent titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont émis sur la base des prix unitaires indiqués dans le BPU, appliqués aux quantités réellement commandées.

**En cas de besoin exceptionnel, le titulaire s'engage à produire un devis pour toute prestation dont le prix unitaire ne figure pas au BPU. Ce devis sera soumis, préalablement à la commande, à l'approbation de la personne responsable de l'accord-cadre.**

En cas de besoin récurrent, les parties procèderont par avenant en application de l'article R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourront être honorés par le titulaire.

Les bons de commandes sont notifiés au titulaire électroniquement (mail ou autre).

Le titulaire ne doit commencer aucune prestation sans être en possession d'un bon de commande notifié par le pouvoir adjudicateur ou son représentant sauf à se risquer de se voir valablement refuser le paiement de toute prestation non commandée.

Conformément à l'article 3.7 du C.C.A.G-PI, le titulaire doit se conformer strictement aux bons de commande sous peine d'engager sa responsabilité contractuelle.

Toutefois, le titulaire peut émettre des réserves dans les conditions fixées à l'article précité.

L'émission de réserves ne soustrait pas le titulaire de son obligation de se conformer aux prescriptions d'un bon de commande.

Après son émission et avant sa réception par le titulaire, le pouvoir adjudicateur peut procéder, librement et sans indemnité, à une modification/annulation du bon de commande.

Après son émission et après sa réception par le titulaire, le pouvoir adjudicateur peut, avant son exécution complète, procéder à une modification/annulation unilatérale du bon de commande sous réserve du paiement d'une indemnité au titulaire.

Toutefois, l'indemnité n'est admise uniquement lorsque la modification du bon de commande cause directement un dommage au titulaire.

Cette indemnité, dont le montant est convenu entre les parties, ne peut excéder 50 % du montant du bon de commande.

**Chaque bon de commande précisera :**

- ⇒ Les nom et adresse du titulaire du marché ;
- ⇒ Le numéro du marché ;
- ⇒ Le numéro du bon de commande ;
- ⇒ Les prestations à effectuer (quantités et désignations) ;
- ⇒ Le cachet du service émetteur de l'EPF Ile-de France ;
- ⇒ Le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi de la commande ;
- ⇒ la date de réalisation de la prestation ;
- ⇒ L'adresse du service où envoyer la facture ;
- ⇒ La date et la signature de la Personne habilitée à signer le bon de commande.

---

Nota : les stipulations figurant au présent article s'appliquent aux 2 lots.

### **4.3. Durée du marché et délais d'exécution**

#### **4.3.1. Durée du marché**

La durée de chaque accord-cadre est de 48 mois à compter de sa date de notification.

Le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au marché chaque année à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, sans indemnité sous réserve d'une information préalable au titulaire de deux mois avant l'échéance de l'accord-cadre par courrier recommandé.

---

Nota : cette faculté est applicable à chaque accord-cadre.

#### 4.3.2. Délais d'exécution et remise des documents d'études :

Les délais d'exécution attendus des missions sont les suivants :

##### ➤ S'agissant du Lot 1 :

Les délais de transmission des devis basés sur les BPU sont de 5 jours calendaires à compter de l'envoi de la demande par l'EPFIF.

Mission	Préparation, yc arrêtés	Réalisation	Livrable	Délai de remise du livrable
2.5.2. DT auprès du Guichet unique pour le compte du maître d'ouvrage	7 jours	7 jours (hors relances)	Synthèse	7 jours
Marquage/piquetage	14 jours	7 jours	Rapport de marquage/piquetage	7 jours
Détection non intrusive	14 jours	7 jours	Plan et rapport d'analyse	21 jours
Sondages sur trottoir	14 jours	21 jours	Plan de synthèse et rapport d'analyse	21 jours
Sondages sur chaussée	56 jours	21 jours	Plan de synthèse et rapport d'analyse	21 jours

##### ➤ S'agissant du Lot 2

Les délais de transmission des devis basés sur les BPU sont de 5 jours calendaires à compter de l'envoi de la demande par l'EPFIF.

Mission	Préparation	Réalisation	Livrable	Délai de remise du livrable
Curage simple	14 jours	7 jours	Vidéo	7 jours
Inspection télévisée	14 jours	7 jours	Rapport, dont schéma, et vidéo	10 jours

## **ARTICLE 5 : COLLABORATION ENTRE LES PARTIES**

### **5.1. Information et moyens d'exécution**

L'EPFIF s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qui lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent accord-cadre .

**Le titulaire est également tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte aux collaborateurs chargés de l'exécution du marché.**

### **5.2. Intervenants**

Il est imposé au titre de chaque accord-cadre, que les titulaires de chaque lot présentent des équipes dédiées conformément à l'article 4.1.2 du CCTP.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS**

### **6.1. Obligation de discrétion et secret professionnel**

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents concernant chacune d'entre elles, de toute nature, communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution du présent marché.

Ces informations et documents, ainsi que les clauses du présent marché, ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la ou les Partie(s) qui sont à l'origine des informations ou documents.

Les Parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs préposés, ainsi que par toutes personnes associées aux prestations intervenant dans le cadre du présent marché.

### **6.2. Obligation de résultat**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Il s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaire à la parfaite exécution de son marché.

## **ARTICLE 7 :    RESPONSABILITES DU TITULAIRE**

### **7.1.    Généralités**

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui, de ce fait, pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

### **7.2.    Responsabilité relative à la conduite des prestations**

Pour rappel, le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. A ce titre, les personnes physiques chargées de l'exécution de la mission doivent être désignées. Il est précisé que le choix du titulaire ayant été notamment fait au regard des compétences et références des personnes physiques mentionnées dans l'offre, le titulaire a l'obligation d'affecter ces personnes physiques à l'exécution du présent marché. Tout remplacement des personnes physiques est soumis à l'accord du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, les nouvelles personnes physiques devront au minimum avoir des qualifications et expériences professionnelles équivalentes aux personnes physiques désignées dans l'offre.

La passation des consignes entre l'ancien coordonnateur et le nouveau est à la charge du titulaire.

### **7.3.    Mise en régie**

En cas de carence des titulaires à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques des titulaires, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que les titulaires puissent s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

## CHAPITRE III : CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES

### ARTICLE 8 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS

#### 8.1. Prix

Les prix s'entendent :

- unitaires,
- révisables chaque année (12 mois après la notification du marché),
- réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt des offres.

Les prix sont exprimés hors taxes. Le montant des taxes et le montant T.T.C. seront indiqués également.

Les prix couvrent l'ensemble des coûts liés à la bonne exécution des prestations objet du marché. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des frais et charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance professionnelle d'une telle prestation, l'assurance des personnes, les études proprement dites, les frais de secrétariat, les frais de déplacements, les frais postaux, la présence du titulaire aux réunions organisées par l'EPFIF, etc.

Les prestations sont réglées par application du bordereau des prix unitaires.

Les prix unitaires sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils sont réputés intégrer l'ensemble des dépenses nécessaires à la réalisation des missions et sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

#### 8.2. Révisions des prix

##### a) Formule de révision

Les prix unitaires indiqués par le titulaire dans le BPU sont fermes pendant la durée de l'accord-cadre.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du **mois m<sub>0</sub> fixé dans l'acte d'engagement**.

Les prix seront révisables, sur demande du titulaire, chaque année à la date anniversaire de notification du marché, établissant ainsi de nouveaux prix fermes.

---

**Nota :** Ces dispositions sont application pour chaque lot.

## ➤ Indice des prix

L'indice de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est **l'index ingénierie ING**.

En cas de disparition de l'indice, la révision des prix s'effectue, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un avenant, sur la base de l'indice de substitution/remplacement désigné par l'INSEE.

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$C = 0,125 + 0,875 * I_m/I_o$$

Dans laquelle :

$I_o$  : index ingénierie du mois  $m_o$  (dernier indice publié au mois d'établissement du prix indiqué sur l'acte d'engagement)

$I_m$  : index ingénierie du mois  $m$  (dernier indice publié à la date d'anniversaire du mois d'établissement du prix).

Les prix ainsi mis à jour seront fermes et invariables pour toutes commandes passées pendant la période de reconduction concernée.

### **b) Demande de révision**

La demande de révision doit être accompagnée de toute information (notamment la valeur des indices) nécessaire au contrôle des calculs, sous peine d'irrecevabilité. Cette demande de révision peut être présentée à l'occasion d'une demande de paiement.

La demande de révision doit parvenir au plus tard dans les six (6) mois suivants la date d'anniversaire du marché. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir renoncé à la révision. A ce titre, aucune demande de révision des prix ne peut être acceptée à l'expiration du délai susmentionné, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

La demande de révision est instruite par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un (1) mois à compter de sa transmission. Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté la demande de révision des prix.

Dans cette hypothèse, les prix sont révisés de plein droit sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Après les opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur doit accepter la demande de révision dès lors que le titulaire du marché a procédé à une application fidèle de la formule de révision. La décision d'acceptation valant révision des prix est notifiée au titulaire par courrier ou autre sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

### 8.3. Taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

### 8.4. Paiement des sous-traitants

#### Désignation des sous-traitants

En application des dispositions fixées par la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier relatif à la sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les sous-traitants sont désignés dans l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé en cours de marché par la personne responsable du Marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Conformément à la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée :

- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si un sous-traitant n'a pas été accepté et agréé (article 3 de la loi) ;
- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si celui-ci n'a pas fourni une caution ou mis en place une délégation de paiement en faveur du sous-traitant (art 14 et 14-1 de la loi) ;
- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure le sous-traitant si celui-ci n'a pas fourni une caution ou mis en place une délégation de paiement au bénéfice de son propre sous-traitant (art 6 de la loi) ;
- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si celui-ci ne déclare pas la nature, le montant des travaux, ainsi que le nom des sous-traitants auxquels il envisage de faire appel (art 5 de la loi).

Pour le sous-traitant établi ou domicilié hors de France, celui-ci devra attester sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel il est rattaché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 39 du

C.C.A.G.-P.I. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du C.C.A.G-PI, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 1/1 000 du montant HT du marché ; en outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-P.I.

#### Modalités de paiement direct

L'attestation de paiement à un sous-traitant devra comporter au minimum les mentions suivantes :

- le nom du titulaire et du sous-traitant ;
- les références de l'acte spécial : N°, montant TTC, taux de TVA, prestations sous-traitées ; mois des prestations sous-traitées ;
- La numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial) ;
- le montant HT, le montant et le taux de la TVA ainsi que le montant TTC à régler directement (montant en euros) ;
- l'état récapitulatif des règlements déjà effectués ;
- le numéro de compte à créditer.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation signée indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la TVA.

## **ARTICLE 9 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE**

### **9.1. Avance**

C'est l'option B de l'article 11.1 du C.C.A.G PI qui s'applique.

Une avance pourra être accordée au titulaire **s'il rentre dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.**

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il devra stipuler sa renonciation sur l'acte d'engagement ou en informer le pouvoir adjudicateur par courrier au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

*Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de*

remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans le Code de la commande publique.

Cette avance sera calculée et remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

#### Modalités de remboursement

##### **En ce qui concerne les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises :**

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être impérativement remboursée en son intégralité (en **une seule fois**) par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint **65%** du montant total TTC du bon de commande.

##### **En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises :**

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être remboursée par ce dernier en **deux fois** par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde de la manière suivante :

- Le 1<sup>er</sup> remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des **prestations exécutées atteint 65%** du montant total TTC du bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.
- Le 2<sup>nd</sup> remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des prestations exécutées atteint **80%** du montant total TTC du bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.

## **9.2. Les acomptes**

En cours d'exécution de chaque bon de commande, le titulaire du présent accord-cadre pourra soumettre au pouvoir adjudicateur, tous les trois mois, une demande d'acompte sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du bon de commande.

Toutefois, lorsque le titulaire du présent accord-cadre est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, la demande d'acompte pourra être soumise tous les mois au pouvoir adjudicateur sur présentation des factures afférentes à l'exécution des missions attendues au titre du bon de commande.

Cette demande d'acompte fera l'objet d'une acceptation expresse par le pouvoir adjudicateur après service fait et jugé conforme, sur la base des prix détaillés dans le Bordereau des Prix Unitaires.

### 9.3. Paiement

Le paiement s'effectue après service fait et jugé conforme.

Le montant des sommes dues au titulaire est établi sur la base des factures afférentes appréciées au regard des prix unitaires mentionnés dans le Bordereau des Prix Unitaires et repris au bon de commande.

La demande de paiement prend la forme de la présentation d'une facture électronique.

Cette facture électronique doit, sous peine de rejet, être conforme à la norme de facturation électronique mentionnée à l'article D. 2192-1 du code de la commande publique.

Conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, la demande de paiement (facture) doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- La référence du marché, le cas échéant, la référence du bon de commande ;
- La désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Les prix unitaires des prestations réalisées ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Conformément à l'article L. 2192-1, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, dès réception de la décision d'admission ou de la survenance du terme pour la présentation des demandes d'acompte, une demande de paiement (facture) sous forme électronique via le portail public de facturation (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour déposer ses factures électroniques sur Chorus Pro, le titulaire ou le mandataire devra identifier le code structure de l'EPFIF n° 49512000800026 et renseigner soit le code service.

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission conformément à l'article R. 2192-3 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement.

Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître, les réfections imposées, etc.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi au titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de dix **(10) jours ouvrés** à compter de la notification de la facture arrêtée par le pouvoir adjudicateur pour soumettre ses observations à ce dernier.

En l'absence de réponse de sa part dans le délai susmentionné, la facture arrêtée par le pouvoir adjudicateur sera considérée comme étant acceptée par le titulaire.

Le paiement fait l'objet d'un virement « SEPA » effectué sur :

- Le compte du titulaire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné sur le RIB joint à l'Acte d'Engagement ;
- Ou, le cas échéant, sur le compte du mandataire mentionné à l'Acte d'Engagement ou sur le compte mentionné au RIB joint à l'Acte d'Engagement.
- Ou, le cas échéant, sur les comptes mentionnés à l'Acte d'Engagement pour chaque cotraitant ou sur les comptes mentionnés aux RIB joints à l'Acte d'Engagement.

Le paiement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'exécution des prestations conformément aux articles R 2192-12 et suivants du code de la commande publique.

#### 9.4. Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés au titulaire.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément à l'article R. 2192-31, les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Conformément à l'article D. 2192-35 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de quarante (40) euro.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### **9.5. Retenue de garantie :**

Le marché ne comporte pas de clause de retenue de garantie.

#### **9.6. Monnaie de compte du marché :**

L'euro est la monnaie de compte du marché.

### **ARTICLE 10 : VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT**

En application de l'article 28 du C.C.A.G-P.I., la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration du délai de deux mois, délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29.1 du C.C.A.G-P.I. (acceptation tacite).

En cas de refus de l'élément de mission transmis par le titulaire, le maître d'ouvrage le met en demeure de reprendre et de transmettre cet élément de mission rectifié dans un délai qu'il fixe dans sa lettre de mise en demeure.

Si, au terme de ce délai, le titulaire n'a pas satisfait à ses obligations, le maître d'ouvrage procède à une nouvelle mise en demeure de production de l'élément de mission dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de cette mise en demeure. A défaut, il sera procédé à la réalisation du marché.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **ARTICLE 11 : PENALITES**

#### **11.1. Généralités**

Les pénalités, déclinées ci-après en dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, sont applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Leur application et leur répartition sont établies par l'EPFIF et notifiées au titulaire. Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-PI, les pénalités sont appliquées au premier euro.

Les pénalités peuvent se cumuler. Pour l'application des pénalités relatives aux délais, celles-ci résultent de la simple constatation des dépassements par le maître de l'ouvrage, sans mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25% du montant total HT du bon de commande.

## 11.2. Pénalités pour retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré (remise des documents).

Cette pénalité est calculée par application des formules suivantes :

- De 1 à 5 jours ouvrés de retard:

$$P = \frac{V \times R}{30}$$

- supérieur à 5 jours ouvrés de retard :

$$P = \frac{V \times R}{15}$$

Dans lesquelles :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Une fois le montant des pénalités déterminé, la formule de variation prévue au marché leur est appliquée.

### Pénalités pour travail dissimulé :

Après mise en demeure restée sans effet, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Les pénalités seront retenues sur le montant du marché de l'entreprise en infraction.

### **11.3. Pénalités pour non respect des dispositions en matière environnementale**

En cas de méconnaissance des obligations prévues au CCTP/CCAP en matière environnementale, le Titulaire pourra se voir appliqué une pénalité de 100 € par infraction constatée.

### **11.4. Sanctions**

En cas de violation répétées des obligations mentionnées au présent CCAP et au CCTP, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dans les conditions indiquées à l'article 12.

## CHAPITRE IV : RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE

### ARTICLE 12 : Résiliation pour faute

En complément des dispositions prévues aux articles 36 et suivants du C.C.A.G.-PI., le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- Incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis ;
- Incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances et certificats de compétences émis par un organisme de certification, lui-même accrédité ;
- Emploi de personnel non officiellement déclaré ;
- Sous-traitance non déclarée ;
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations ;
- Manquement répétés concernant l'exécution des prestations ;
- Tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ou sur les matériels employés.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 10 jours francs. Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2344-1 et suivants du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché public.

*Nota : la liste énumérée ci-dessous n'est point limitative. Par conséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser son pouvoir de résiliation unilatérale notamment en cas de manquement du titulaire du présent marché à ses obligations contractuelles.*

### ARTICLE 13 : Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article L. 2195-3 du code de la commande publique, le présent marché peut être résilié unilatéralement par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation fait l'objet d'un courrier adressé au titulaire (courrier recommandé avec accusé de réception).

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G.-PI, Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

#### **ARTICLE 14 : ACHEVEMENT DE LA MISSION**

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du titulaire, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du C.C.A.G.-P.I. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

#### **ARTICLE 15 : REGLEMENT DES LITIGES**

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

**Tribunal Administratif de Paris**  
7 rue de Jouy  
75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Télécopie : 01 44 59 46 46  
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient soumis à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable.

Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

#### **ARTICLE 16 : ASSURANCE**

Il est prévu dans un délai de cinq jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, que le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

## CHAPITRE V : CLAUSES DIVERSES

### ARTICLE 17 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

#### 19.1. Non validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

#### 19.2. Référence

Si le titulaire veut user de la référence de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, il sera tenu d'en demander à celui-ci l'autorisation préalable.

#### 19.3. Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

#### 19.4. Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

#### 19.5. Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et pour la France. Dans l'hypothèse d'une publication sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations.

Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats. Le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés dans le marché ne deviennent pas, du fait du marché, titulaires des droits afférents aux résultats, dont la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché.

#### 19.6. RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties, à savoir le pouvoir adjudicateur, et les titulaires des accords-cadres dénommés «les sous-traitants», s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement

(EU) 2016/679 du Parlement 6/16 Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, ci-après dénommé «le règlement européen sur la protection des données» et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les parties s'engagent à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet des accords-cadres ;
  - Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présents accords-cadres ;
  - Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des dites données ;
  - Se communiquer le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du « règlement européen sur la protection des données » ;
- Le pouvoir adjudicateur a nommé délégué à la protection des données (DPD) Mme Catherine MINOT, laquelle est joignable par mail (dpd@epfif.fr) ou par voie postale (Madame la Déléguée à la Protection des Données – EPFIF – 4 – 14 rue Ferrus – 75014 Paris)
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu des présents accords-cadres :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- Prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

- Recueillir, en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le ou les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes et appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences « du règlement européen sur la protection des données ». Si le ou les sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par l'autre ou les autres sous-traitants de leurs obligations.

- A l'échéance des accords-cadres, les sous-traitants s'engagent à adresser toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et à détruire celles-ci de sorte qu'ils n'en conservent aucune sous quelque forme que ce soit.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information des sous-traitants. Une fois ces copies détruites, les sous-traitants doivent justifier par écrit de la destruction auprès du responsable de traitement.

***Cf. annexe RGDP dédiée à l'acte d'engagement***

## ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Toutes les dispositions du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

Articles	C.C.A.P.	C.C.A.G. PI
Ordre des pièces contractuelles	Art.2	Art. 4.1
Pénalités	Art. 11.1	Art. 14.1.3
Péanlités	Art 11.1	Art.14.1.2
Pénalités	Art. 11.2	Art. 14.1.1
Résiliation pour motif d'intérêt général	Art.13	Art.40